

*Le budget—M. Wilson*

Ce sont elles qui empoisonnent l'atmosphère depuis deux ans et demi, mais avons-nous été témoins hier soir de changements importants? Pas du tout. Du petit rafistolage, ici et là, une fois de plus. Mais les palabres du gouvernement et le rafistolage auquel il s'est livré hier soir ne parviendront tout simplement pas à surmonter la crise. Blâmer autrui, comme le premier ministre (M. Trudeau) l'a encore fait aujourd'hui au cours de la période des questions, ne sert à rien mais, c'est tout ce que le gouvernement sait faire. Chaque fois que le gouvernement attribue la responsabilité de la situation au gouvernement de l'Alberta, du Québec ou des États-Unis, voire aux gnomes de Zürich ou aux marchés internationaux, il prive nos compatriotes de ce dont ils ont le plus besoin, c'est-à-dire de l'espoir et de la confiance que nous arriverons chez nous à régler nos problèmes; et c'est cet espoir que le budget d'hier soir a détruit une fois de plus.

Les Canadiens savaient que le dernier budget était un fiasco et ils voulaient un changement d'orientation. Ils espéraient que le gouvernement reconnaîtrait ses erreurs, qu'il s'orienterait dans une voie très différente de celle où il s'était engagé en novembre dernier, ce qui leur permettrait d'espérer que la situation changerait, qu'elle s'améliorerait. Ils espéraient aussi une reprise de l'emploi vers la fin de l'année et la fin de leurs ennuis. Voilà ce que les Canadiens espéraient, et ils ont été déçus. Le ministre leur a enlevé cet espoir avec son exposé budgétaire d'hier. Le gouvernement ne saurait restaurer la confiance des investisseurs avec un déficit de 20 milliards de dollars, soit près du triple de ce que le budget prévoyait il y a à peine sept mois. Des prévisions budgétaires qui ne tiennent absolument pas compte du taux de chômage réel et du nombre de chômeurs ne vont certes pas ramener la confiance.

Les Canadiens se sont prononcés aujourd'hui. En effet le dollar est tombé aux environs de 77.7c, la Bourse a enregistré une baisse d'environ 40 point. Les marchés financiers sont moroses et le budget d'hier soir n'a pas réussi à susciter ce regain de confiance dont le pays a désespérément besoin aujourd'hui.

Les Canadiens ont peur. Ils ont peur de ce déficit de 20 milliards de dollars parce qu'il échappe à tout contrôle. Ils savent que lorsque le gouvernement fédéral est obligé de se battre sur les places financières pour le peu d'argent disponible—et il a pratiquement triplé ses besoins—cela se traduit par une hausse des taux d'intérêt. Cela signifie que certains emprunteurs, certains propriétaires, certains chefs d'entreprises ne seront pas capables d'obtenir l'argent dont ils ont besoin pour financer leur maison ou leur affaire.

Les Canadiens ont du mal à comprendre pourquoi, à une époque où le gouvernement lance un appel à l'austérité, il accroît ses propres dépenses de 20 p. 100—tant pour l'année dernière que pour cette année. Ils ne comprennent pas pourquoi le gouvernement n'arrive pas à gérer plus efficacement ses fonds. Ils ne comprennent pas pourquoi le gouvernement a augmenté l'impôt sur le revenu des particuliers de 1,3 milliard de dollars dans ce budget. Parallèlement, il supprime la protection que l'indexation accordait aux Canadiens depuis dix ans. Ils ne comprennent pas pourquoi il agit ainsi surtout après l'erreur commise dans le dernier budget. Dans le budget de l'année dernière, le ministre des Finances avait accru les impôts de 1,4 milliard de dollars. Or, il les hausse encore de 1,3 milliard. Et ce, au beau milieu de la pire récession que nous avons connue depuis des années.

Nous savons, monsieur l'Orateur, qu'il y a 224,000 chômeurs à l'heure actuelle, soit plus qu'en novembre 1981. Nous savons que le taux de croissance est passé de 2.2 p. 100 à moins 0.2 p. 100. Cette situation est en partie attribuable aux mesures prises dans ce budget, à l'augmentation des impôts, à la suppression des stimulants à l'investissement et à la création d'emplois, stimulants qui auraient permis à certains de ces chômeurs de retrouver du travail.

Au cours de la période des questions aujourd'hui, nous avons fait avouer au ministre de l'Emploi et de l'Immigration qu'il y aura une autre hausse d'impôt—une hausse des primes d'assurance-chômage. On a calculé que cette hausse rapportera de deux à deux milliards et demi de dollars à cause de l'acuité du chômage au Canada en ce moment. Qu'a fait le ministre des Finances? Il n'en a pas parlé dans son exposé budgétaire; il n'en a pas été question. Cette mesure s'y trouvait dissimulée. Il nous a fallu la déceler dans l'un des tableaux. Il n'en a jamais parlé; il n'a parlé que d'une hausse des impôts de 1.3 milliard de dollars. Il l'a passée sous silence. Ce sont ces procédés sournois qui continuent à saper la confiance des Canadiens. Ce n'est pas ainsi que l'on va faire repartir la petite entreprise, que l'on va créer des emplois ou relancer l'économie. Cette hausse d'impôt ne fait que perpétuer le cercle vicieux dans lequel nous sommes pris aujourd'hui.

Le budget use de procédés sournois dans un certain nombre d'autres cas, monsieur l'Orateur. Il ressemble au précédent. Je me rappelle avoir dit la même chose la dernière fois que je suis intervenu dans le débat sur le budget; il donne l'impression qu'on prendra des mesures, qu'on fera quelque chose, mais une bonne partie des mesures nécessaires se font attendre. Je veux rappeler certaines de ces mesures, monsieur l'Orateur. La liste est longue; en effet neuf points du budget ne seront pas suivis de mesures. En écoutant hier soir l'exposé budgétaire du ministre, nous avons eu l'impression qu'il s'agissait de mesures qui seraient prises sur-le-champ.

On y relève un plan visant à accroître les placements dans des dépôts à terme grâce à un truc fiscal, grâce seulement à un impôt sur le rendement réel et non sur le rendement attribuable à l'inflation. On note un autre programme visant à accroître les fonds disponibles pour l'acquisition d'actions de sociétés canadiennes. On note une autre disposition permettant de payer un taux d'intérêt moindre pour l'achat d'une maison neuve et pour les prêts aux petites entreprises, et permettant également aux sociétés canadiennes d'obtenir un montant accru de capitaux spéculatifs.

• (1530)

Ce sont là des propositions qui nous réjouissent. Bon nombre découlent d'idées que notre parti a mises de l'avant, lorsqu'il formait le gouvernement et en d'autres occasions, en affirmant qu'elles devaient constituer des éléments essentiels de la politique économique. Les députés se rappellent sans doute la question du crédit d'impôt destiné à réduire les intérêts des propriétaires de maison ayant une hypothèque. Ils n'ont pas oublié non plus l'obligation pour l'expansion des petites entreprises, que nous avons instaurées il y a deux ans et demi, ainsi que le régime de placements en actions ordinaires canadiennes. Toutes ces propositions du parti progressiste conservateur du